



La Lettre de la RMF UE



C'est avec tristesse que je passe les commandes, aujourd'hui 1^{er} septembre 2012, au général Gilles Rouby. Tristesse de quitter une équipe militante au service de la grande cause d'une défense plus européenne. Mes adieux aux deux comités militaires ont été une dernière occasion de plaider: à l'OTAN, pour remercier nos amis américains pour leurs contributions de toutes natures à notre Alliance qui, sans eux, ne serait rien. Mais à quel prix! Le «tax payer» américain peut s'impatienter d'un tel déséquilibre dans les coûts et risques assumés tandis qu'il mesure chaque jour davantage les nouveaux défis stratégiques en Asie. L'avenir de l'Alliance passe par des Européens plus responsables. Or, la crise les bouscule et les oblige à combiner leurs efforts. C'est maintenant! Dans ce monde où les orages grondent, il faut une Europe audible. Elle seule peut offrir une gamme complète d'instruments de réponse aux crises, à condition qu'elle ne

néglige pas celui de la sécurité et défense par lequel elle démontrera qu'elle peut se faire respecter et être capable de défendre ses intérêts. Ce sont des Européens unis pour un destin commun qui peuvent ensemble faire ce choix, pour le bien commun de notre Alliance et de notre Union.

Tristesse mais aussi confiance dans l'équipe renouvelée qui prend le quart avec, à la barre du navire, le général Gilles Rouby qui a une vraie crédibilité opérationnelle acquise lors d'un parcours riche et varié sur de nombreux théâtres et une grande expérience internationale.

Pour ma part, je vais pouvoir allier mes passions pour l'Europe et l'aéronautique dans le plus grand groupe industriel de défense, avec la même foi pour la même cause. Notre défense commune se bâtit sur des intérêts communs, économiques, industriels et technologiques.

Bon vent et bonne mer.

Vice-amiral d'escadre Xavier Païtard
Représentant militaire de la France auprès de l'UE et de l'OTAN

Brèves

- Le 16 juillet 2012, le Conseil a donné son feu vert à une nouvelle mission dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) visant à appuyer la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme au Niger. Cette mission a été baptisée [EUCAP SAHEL Niger](#).

- Les 7 et 8 septembre prochains, se tiendra à Paphos (Chypre) une réunion informelle des ministres des affaires étrangères européens. Au-delà des sujets d'actualité, les thèmes abordés seront les problèmes de ressources en eau, l'éducation mais aussi la stratégie européenne de sécurité. Cette réunion informelle précède celle des ministres de la défense européens prévue les 26 et 27 septembre prochains à Nicosie

- Au cours de son périple en Afrique de l'Est, la [Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité](#) Catherine Ashton a été reçue à bord de la frégate Lafayette, actuellement déployée dans le cadre de l'opération EUNAVFOR ATALANTA. Elle a, à cette occasion, rendu hommage aux forces engagées dans la lutte contre la piraterie en qualifiant leur travail de "magnifique". Durant son séjour dans la zone, la délégation conduite par la Haute Représentante a rencontré l'ensemble des acteurs impliqués dans les actions de résolution de crise menées dans la corne de l'Afrique.

Focus

EUAVSEC Sud Soudan



Le Sud Soudan, jeune Etat dont la population est majoritairement chrétienne, a accédé à l'indépendance le 9 juillet 2011. Sur fond de différends territoriaux et d'intérêts énergétiques divergents, des antagonismes et de vives tensions subsistent avec le Nord Soudan, à majorité musulmane. L'ONU a donc déployé dès juillet 2011 une Mission d'assistance des Nations Unies en République du Sud-Soudan ([MANURSS](#)), afin d'y consolider la paix et la sécurité, d'appuyer le développement et de participer au renforcement des capacités gouvernementales.

C'est dans ce contexte que le développement de l'aéroport international de Juba (JIA), la capitale du nouvel Etat, a été identifié comme un projet permettant à l'UE d'entreprendre sans duplication, une action à forte valeur ajoutée, ciblée et efficace. Il s'agit en fait de contribuer au fonctionnement effectif de l'aéroport international de Juba, dont la rénovation

est en cours. L'aéroport international est ici envisagé, à la fois comme un vecteur vital de communication avec le monde et comme un outil favorisant le développement et l'émergence du pays.

Lancée à cet effet le 18 juin dernier, [EUAVSEC Sud Soudan](#), est donc une mission de PSDC civile et non exécutive de renforcement de capacités, de formation, d'assistance et d'accompagnement. Son objectif général est, d'une part de

répondre aux besoins opérationnels et sécuritaires immédiats de l'aéroport international de Juba, d'autre part de contribuer à la mise en place d'un système de sécurité autonome et fiable.

Forte d'une cinquantaine d'experts internationaux, la mission sera présente à l'aéroport international, ainsi que dans l'ensemble des ministères compétents dans le domaine de la sécurité aéroportuaire. Il s'agit d'y promouvoir une organisation de sécurité rationnelle et globale.

Après avoir déployé ses premiers éléments dès le mois de juillet, [EUAVSEC Sud Soudan](#) doit atteindre sa pleine capacité opérationnelle d'ici à décembre 2012. Elle dispose à cet effet, d'un budget initial de 12,5 millions d'euros pour les 19 premiers mois.



Actualités

HOTBLADE 2012



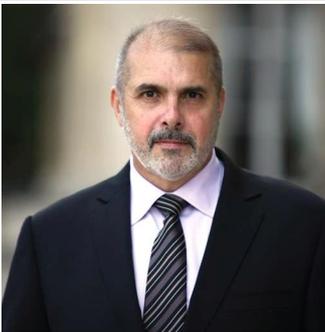
L'hélicoptère est un outil fondamental des opérations militaires modernes. Conscient de cet état de fait, l'[Agence Européenne de Défense \(AED\)](#) a développé un programme commun d'entraînement aéromobile, le Helicopter Training Programm, dont l'objectif est de rationaliser l'instruction des pilotes des armées européennes tout en développant l'interopérabilité.

C'est dans ce cadre que s'est déroulé du 09 au 19 juillet sur la base aérienne portugaise d'Ovar l'exercice [HOT BLADE 2012](#). Cet exercice multinational impliquant cette année l'Autriche, l'Allemagne, la Belgique, la Finlande, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal ainsi que des observateurs britanniques et suédois, a permis de déployer 3000 hommes et 36 hélicoptères. Il s'agissait de mettre en commun les savoir-faire des participants dans des missions aussi variées que l'escorte aéromobile de convoi, l'assaut par air, l'appui rapproché (close air support) ou des opérations d'extraction, le tout dans des conditions rendues difficiles par la température, la poussière et l'altitude. Cette action a en outre permis de tirer parti des retours d'expérience relatifs aux engagements récents, que ce soit en Afghanistan ou en Lybie. Lors de sa visite sur place, Mme Claude France Arnould, directrice de l'[AED](#), a pu constater le succès de cet exercice.



Entretien

Monsieur Philippe Lefort Représentant Spécial de l'Union Européenne pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie



Né le 30 novembre 1956, monsieur l'Ambassadeur Philippe LEFORT est diplômé de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Ecole Nationale d'Administration. Agrégé de lettres modernes, il parle couramment l'anglais, le russe, l'italien et le japonais.

Nommé secrétaire des affaires étrangères en 1987, il occupe le poste de premier secrétaire à l'ambassade de France à Moscou jusqu'en 1991 et œuvre ensuite au Secrétariat Général de la Défense Nationale (SGDN) à Paris. Affecté successivement à l'ambassade de France à Tokyo de 1994 à 1997 puis à Washington de 1997 à 2000, il devient ambassadeur de France à Tbilissi en 2004 puis ministre-conseiller de nouveau à l'ambassade de France à Moscou en 2007. Lors du conflit russo-géorgien, en 2008, il prend une part active aux négociations menées entre la présidence française de l'Union européenne et la Russie. Expert et spécialiste reconnu de la région caucasienne, Philippe Lefort est nommé Représentant

Spécial de l'Union Européenne pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie en août 2011.

1. Avant d'en venir plus précisément à la Géorgie et à sa région, pouvez-vous nous donner votre vision du rôle d'un Représentant Spécial de l'Union Européenne (RSUE), ses moyens, ses relations avec les Etats membres, les institutions européennes (dont les délégations de l'UE) et, enfin vis-à-vis des autorités locales ?

L'institution est antérieure au [traité de Lisbonne](#) et à la création du [Service Européen pour l'Action Extérieure \(SEAE\)](#). Le maintien de ces missions a donné lieu à un débat en 2011, qui a été tranché favorablement. Les représentants ou ambassadeurs spéciaux sont une pratique courante dans les grandes diplomaties nationales, comme dans les organisations internationales, notamment celles de la famille onusienne. Cette formule est adaptée à la gestion de problèmes internationaux qui ne relèvent pas strictement ou uniquement de logiques bilatérales ou multilatérales. Le pilotage de négociations de paix, les situations de conflit, le dialogue avec les parties, notamment les entités non reconnues, ainsi qu'avec les acteurs régionaux ou internationaux appellent la constitution d'équipes mobiles et spécialisées comme les nôtres.

Sur le plan matériel, nous avons de petites équipes, pour l'essentiel composées de personnels détachés des Etats membres. En ce qui me concerne, elles comprennent un conseiller dans chacune des trois capitales, auprès des chefs de délégation, ainsi qu'un état-major à Bruxelles, chargé notamment du secrétariat et de la gestion des négociations de Genève. Nous avons un budget indépendant, relevant de la [PESC](#), soumis à l'examen annuel des Etats membres et au contrôle de la Commission.

Sur le plan institutionnel, le Représentant Spécial de l'Union Européenne (RSUE) est nommé par les Etats membres sur proposition de la [Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité](#) et il est placé sous son autorité. Il rend compte au Comité Politique et de Sécurité. Enfin, le RSUE a le rang de chef de mission diplomatique dans les pays relevant de sa compétence.

Au delà de ces considérations institutionnelles, la mission s'inscrit dans une logique de complémentarité et de synergie avec les institutions de l'UE mais aussi des Etats membres. En pratique, je n'ai jamais perçu de difficultés ou de tensions qu'on pourrait attendre d'une organisation aussi complexe que la nôtre. Au contraire, la mise en place du Service et la définition de ses missions dans mon domaine d'activité m'ont semblé plus faciles et rapides que ce que l'on pouvait espérer il y a seulement un an. Les conclusions du Conseil sur le Caucase du Sud du 27 février 2012, qui constituent l'un des principaux cadres qui définissent ma mission, ont été adoptées facilement et rapidement. J'y vois l'expression du consensus européen sur notre politique caucasienne, mais aussi le témoignage de la culture de coopération et de compromis qui caractérise la construction européenne et qui en fait la force.

2. Vous avez succédé à l'Ambassadeur Pierre Morel, il y a maintenant un an. La [mission de surveillance de l'UE en Géorgie \(EUMM Georgia\)](#) semble être une réussite, pourtant on observe actuellement un regain de tension, notamment à proximité de la ligne de séparation administrative abkhaze. Quelle est votre analyse de la situation, des perspectives d'évolution et ne craignez-vous pas le risque d'un conflit gelé ?

La négociation de Genève est l'héritage de la médiation de la Présidence française de l'Union européenne d'août/septembre 2008. Cette médiation a permis d'arrêter la guerre et de restaurer un Etat géorgien indépendant et fonctionnel, tout en mettant en place un format de négociation et une mission d'observateurs. Il s'agit en effet d'un succès historique. Genève est aussi le principal processus de paix dirigé par l'Union européenne, avec le concours des [Nations Unies](#) et de l'OSCE que nous avons associées à notre présidence de la négociation.



Rencontre entre monsieur Lefort et monsieur Saakachvili, président de la République de Géorgie (octobre 2011).

En quatre ans, nous avons constitué une plate forme de dialogue entre des acteurs qui, sans nous, ne se parlaient plus. Nous avons mis en place des instruments de gestion et de prévention des incidents qui ont permis de maintenir la violence à un niveau très bas, même si tout n'est pas parfait bien sûr. Nous nous efforçons de convaincre les acteurs de permettre aux populations affectées de retrouver une vie normale. Enfin, nous travaillons activement à la mise en place d'une architecture provisoire de sécurité fondée sur le non usage de la force. J'en parle d'autant plus librement que tous ces résultats sont, pour l'essentiel, l'œuvre de Pierre Morel, qui est véritablement le père de cette négociation, qu'il a engagée et faite vivre à force d'énergie et d'inventivité.

Vous avez raison d'évoquer, bien sûr, le risque de regel du conflit. De ce point de vue, nous devons être tout à fait clairs: l'Union européenne est engagée en Géorgie pour régler le conflit, pas pour le pérenniser. Août 2008 témoigne d'ailleurs du fait qu'il n'y a pas de conflit éternellement gelé et que l'issue la plus probable d'un problème non réglé, c'est la guerre.

D'un autre côté, il faut aussi bien être conscient des limites qui s'imposent à nous et qui tiennent aux positions contradictoires des parties. Je ne vois pas, à court terme, la Russie revenir sur sa reconnaissance des entités. Aucun Gouvernement géorgien, actuel ou futur, n'est disposé à accepter l'indépendance de ces deux territoires. Par ailleurs, notre mandat, issu des accords de cessez-le-feu de 2008, ne comprend pas la négociation d'un statut pour les entités. Nous ne trouverons donc pas de solution institutionnelle à ce conflit avant un changement de ses paramètres politiques fondamentaux et c'est là précisément que réside notre stratégie: la transformation du conflit, visant à créer les conditions, le moment venu, de sa solution. Cette transformation passe par les étapes suivantes: d'abord l'exclusion absolue de la violence, sous toutes ses formes, ainsi que la prise en charge de la situation des personnes déplacées et réfugiées, c'est la phase actuelle. Ensuite, l'exploitation de tous les vecteurs susceptibles de reconnecter la région, au bénéfice de tous. L'autorité morale de l'Union européenne constitue un levier essentiel. C'est là l'atout de la médiation car tous les acteurs, y compris la Russie et les entités, aspirent à des degrés divers au rapprochement avec l'Union, qui est elle-même un modèle de réconciliation fondée sur les intérêts.

Il y a bien entendu des phases contradictoires dans ces négociations. Elles sont inéluctables! Les processus de paix ne sont pas linéaires. Il ne s'agit pas de négociations commerciales sur un prix et des quantités. La restauration de la paix met en jeu des passions, des rancunes et des deuils, des ingérences extérieures. Il y a des hauts et des bas, des progrès et des régressions qui peuvent être également fulgurants. Pour nous, l'essentiel est de consolider le processus diplomatique, de le rendre aussi résistant que possible aux chocs extérieurs, de poursuivre avec patience et ténacité nos orientations stratégiques. La diplomatie européenne ne peut pas faire la paix à la place des parties mais nous devons nous efforcer de créer les conditions pour leur permettre de franchir le pas, le moment venu. La paix est un investissement de long terme.

3. Vos responsabilités recouvrent le Caucase du Sud. Les sources de tension sont nombreuses, notamment entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les négociations dans le cadre du [Groupe de Minsk](#) semblent au point mort. Quelles sont les perspectives de règlement de ce conflit qui dure depuis 20 ans et quelles en sont les conséquences possibles pour l'UE ?

La situation est différente de celle du conflit géorgien. Dans le cas du Karabagh, la communauté internationale est unie autour d'une stratégie de sortie du conflit, en l'occurrence les Principes de Madrid, élaborés par la co-présidence du [Groupe de Minsk](#) de l'OSCE, composée de la France, la Russie et les États Unis. Ces lignes représentent à notre avis le seul compromis possible entre les principes généraux du non usage de la force, de l'intégrité territoriale et de l'égalité des peuples dans leur droit à l'auto-détermination. Le plan a été résumé dans plusieurs déclarations des chefs d'Etats de la co-présidence, notamment en marge des sommets du G8 à l'Aquila et à Muskoka. Les deux Gouvernements arménien et azerbaïdjanais en reconnaissent la validité. Mais on est loin d'une logique de transformation positive du conflit. Au contraire, la situation s'est plutôt dégradée depuis le sommet de Kazan, en dépit des efforts des trois pays de la co-présidence.



Rencontre entre monsieur Lefort et monsieur Aliyev, président de la République d'Azerbaïdjan, (octobre 2011).

L'Union européenne ne peut évidemment pas rester indifférente à cette situation, que nous estimons potentiellement plus dangereuse que le conflit géorgien. Nous estimons aussi avoir un rôle à jouer. En dépit de ce que vous pouvez entendre parfois, l'Union européenne ne revendique pas un siège au sein du [Groupe de Minsk](#). Nous estimons que le format diplomatique est adapté et qu'il a produit le seul plan réaliste de sortie. Nous entretenons d'ailleurs les meilleures relations avec les co-présidents, notamment, comme c'est naturel, avec le co-président français, l'Ambassadeur Jacques Faure. Notre rôle est ailleurs. Nous estimons être une ressource pour la reconstruction et la réconciliation, qui sont en fait les deux faces du même processus. Ce qui manque le plus actuellement, c'est la confiance. Nous pensons pouvoir contribuer à la restaurer en prenant appui, comme en Géorgie, sur les intérêts qui lient les deux pays à l'Union européenne. C'est ce qu'expriment les conclusions du Conseil du 27 février.



Rencontre entre monsieur Lefort et monsieur Sargsyan, président de la République d'Arménie (juin 2012).

4. Le Caucase du Sud est soumis à l'influence de la Russie, de la Turquie mais également de l'Iran. Comment percevez-vous leurs rôles respectifs ?

Le Caucase du Sud est en effet un cas d'école pour la théorie géopolitique classique: un pont entre deux masses continentales et deux mers, un corridor, qui relie l'Europe au bassin de la Caspienne et au "Heartland" eurasiatique, bordé de formations impériales puissantes, ottomane, persane ou russe qui ont cherché au cours de l'histoire à s'en assurer le contrôle. L'Europe a également des intérêts à défendre, et qui ne tiennent pas seulement au transit énergétique depuis l'Asie centrale. La Géorgie est le cœur géographique du Caucase. Les deux autres pays en dépendent. Nous y sommes, en tant que médiateur du conflit de 2008, et nous y sommes pour longtemps.

La partie n'est pas jouée, bien sûr. Comme vous le relevez, la Turquie et l'Iran présentent des potentiels importants mais l'absence de relations diplomatiques avec l'Arménie limite l'influence de la Turquie. Quant à l'Iran, il est perçu comme une menace. Il faudra certainement dans l'avenir compter aussi avec la Chine, l'Inde et le Japon, mais ils apparaissent encore pour l'instant comme des puissances lointaines. Les Etats Unis sont toujours fortement présents mais chacun perçoit que leur attention dans la région s'est détournée au profit de l'Iran et la Turquie. Le renforcement de la position européenne dans la gestion des problèmes du Caucase semble assez bien convenir à l'ensemble des acteurs.

Cette phase du jeu est donc pour l'essentiel russo-européenne. L'asymétrie des acteurs est frappante. La politique russe, verbalisée en août 2008, au moment de la guerre, par les cinq principes de politique étrangère de M. Medvedev, relève d'une logique classique de zones d'influence fondées sur la présence physique de forces militaires, mais il ne faut pas croire que les choses sont fixées éternellement, car beaucoup perçoivent aussi en Russie les limites d'une telle approche. Notre principal atout est le fait que l'Europe constitue, en elle-même, un projet anti-hégémonique. Après tout, c'est pour sortir de la logique destructrice de compétition pour le pouvoir que nous avons bâti l'Europe. C'est le message que nous apportons à la région, notamment et y compris à la Russie.

Enfin, et c'est ma dernière réflexion, ce dossier caucasien est essentiel dans la relation entre l'Union européenne et la Russie, elle-même enjeu existentiel pour l'Europe. C'est une région très importante pour la Russie et le fait que nous y soyons solidement implantés compte aux yeux de Moscou. Pour nous, c'est aussi un indicateur précieux de l'évolution politique et internationale de la Russie, de sa vision de l'Europe et de son propre avenir. Bien sûr, c'est une négociation dure, dans laquelle l'Europe doit défendre ses principes. Nous sommes profondément attachés à l'intégrité territoriale de la Géorgie et refusons d'accepter une situation imposée à l'issue d'un conflit armé. Mais notre approche est aussi fondamentalement coopérative. En fin de compte, l'une des conditions essentielles pour la solution des problèmes du Caucase du Sud, comme pour le renforcement de l'influence et de l'autorité de l'Union européenne, c'est le rapprochement russo-européen.



Pour retrouver les numéros précédents de la Lettre d'information RMF :

La Lettre de la RMF UE



Rédacteur en chef :

Capitaine Anthony DUPATY



Pour s'abonner à la diffusion numérique :

S'abonner à La Lettre de la RMF UE



Ou envoyer une demande à :

repmlue.bruxelles-dfra@diplomatie.gouv.fr